

La Roumanie à deux doigts de la violence politique

Modeste Schwartz

Temps de lecture : 7 minutes

Roumanie – Dès l’accession (d’une rapidité certes surprenante), en 2014, de Klaus Iohannis à la plus haute responsabilité de l’État roumain, ses détracteurs ont usé et abusé contre lui du qualificatif « nazi ». Dans la plupart des cas, de façon assez stupide : ceux qui l’employaient, ne sachant guère ce que recouvre le terme, se contentaient de faire ainsi méchamment allusion à l’origine ethnique de Klaus Iohannis, issu d’une minorité de langue allemande (les « Saxons » de Transylvanie) de ce pays multiethnique qu’est la Roumanie. Des liens familiaux ont aussi été mis en exergue (les Saxons ayant, dans les années 1930 et pendant la Seconde Guerre mondiale, bien souvent cédé aux sirènes de l’hitlérisme), liens familiaux dont Klaus Iohannis n’est bien entendu pas responsable. Et si on a certes pu relever chez lui des [propos suggérant un certain antisémitisme](#), ce dernier est trop répandu en Roumanie pour qu’on puisse en tirer quelque conclusion que ce soit quant aux phobies supposées dudit Klaus Iohannis, et encore moins quant à leur origine.

Il existe néanmoins une affinité grandissante entre le discours politique de Klaus Iohannis et certains thèmes de l’idéologie de l’Allemagne hitlérienne – affinité dont il est probable que Iohannis lui-même n’ait pas conscience, ce dernier ne semblant pas briller par sa culture historique ou philosophique.

Bref retour en arrière :

Dès la campagne menant à sa première élection, Klaus Iohannis – suivi en cela par la quasi-totalité de la « droite » roumaine rassemblée autour de lui – a systématiquement évacué la politique de son discours électoral.

En Hongrie, le FIDESZ au pouvoir se présente comme « de droite » ou « conservateur » (ajoutant éventuellement « illibéral » depuis 2015, à l’usage de publics plus initiés) ; que ces étiquettes soient appropriées ou non, elles ont le mérite de situer l’idéologie de ce parti de gouvernement sur un spectre idéal, où d’autres positions sont aussi possibles : l’opposition parlementaire au FIDESZ, par exemple, bien qu’essentiellement libérale à la Macron, est généralement nommée – et se nomme souvent elle-même – opposition « de gauche » (ou, de plus en plus, « écologiste » pour certains). Elle constitue donc une option politique, que les médias proches des partis de gouvernement ne recommandent naturellement pas à l’électorat, mais dont tout le monde reconnaît la dignité.

En Roumanie, dès sa campagne de 2014, non content de dénoncer la présence, dans les rangs de la « gauche » roumaine, de quelques personnalités soupçonnées de malversations, Klaus Iohannis a décidé de faire de ses adversaires « socio-démocrates » (à vrai dire : populistes) [« le parti de la corruption »](#), tandis que son propre camp (de facto libéral à la Macron) cessait de se définir comme la « droite » roumaine, pour devenir le camp « du travail bien fait ». Ce remplacement relativement brutal (quoique non dénué de précédents dans la vie politique roumaine de l’après-1989) de la politique par la morale a été accompagné :

- D'abord d'une exploitation médiatique assez malsaine de l'origine (territorialement transylvaine, ethniquement germanique) du candidat, instaurant symboliquement une hiérarchisation géo-biologique de la population roumaine : au Nord-ouest, les transylvains travailleurs, donc riches, cultivés et disciplinés ; au Sud-est (à l'extérieur de l'arc carpatique), les valaques et moldaves, paresseux, voleurs, obscurantistes, portés au mensonge et à l'assistanat. Ce discours a, en 2014 (et même encore un peu en 2019 !) séduit beaucoup d'électeurs issus de la minorité hongroise de Transylvanie. L'ironie du sort a voulu que Klaus Iohannis, élu grâce à eux, se soit ensuite avéré être le président le plus magyarophobe de l'histoire constitutionnelle roumaine (époque communiste comprise). Klaus Iohannis est en effet avant tout une marionnette de l'État profond roumain, lui-même inféodé à l'Empire occidental, qui n'accepte pas les velléités d'indépendance de la Hongrie de Viktor Orbán.
- Puis, assez vite, d'une coloration de plus en plus biopolitique de ce moralisme. La Roumanie de Klaus Iohannis est devenue « la Roumanie propre », tandis que son adversaire socio-démocrate (en dépit du fait que son programme n'a plus rien de marxiste depuis trente ans) devenait « la peste rouge ». Dans les médias proches de la « droite » roumaine, il est depuis plusieurs années implicitement admis que les électeurs du Parti Social-Démocrate ne peuvent « commettre » un tel choix électoral qu'en l'absence de facultés intellectuelles appropriées – et, à chaque poussée électorale du PSD réapparaît l'idée de remettre en cause le suffrage universel, pour en exclure soit les non-diplômés (réputés idiots), soit les pauvres (scrutin censitaire), soit les vieux – soit toutes ces catégories à la fois (que le discours de la droite roumaine tend de toute façon à confondre).

C'est ici qu'apparaît un trait spécifiquement est-européen de ce discours d'extrême-droite, dont on trouvera aussi des équivalents en Ukraine (chez les « ultras »), ou encore en Pologne (chez les *adversaires* du PiS), mais qui a naturellement de quoi surprendre l'observateur d'Europe occidentale : son caractère « progressiste ». C'est en effet une rhétorique d'extrême-droite (hostile à la démocratie, anti-égalitariste, construisant « l'ennemi intérieur », etc.) qui puise moins sa légitimité dans un passé plus ou moins mythique que dans une certaine vision (eugéniste et technologiste) de l'*avenir*. Ce pourquoi elle réussit *en même temps* à être favorable au multiculturalisme, à l'agenda LGBT etc.. On reconnaît là un thème majeur de l'idéologie américaine, effectivement très présente en Roumanie, à la fois par les canaux culturels ordinaires (actifs aussi en Europe de l'Ouest), et, de façon plus directe, par la propagation cancéreuse des sectes néo-protestantes pilotées depuis les États-Unis d'Amérique.

Le dénouement (en cours) :

Une fois instruit de ces éléments, on comprend mieux pourquoi, dans la Roumanie de Klaus Iohannis, la « crise du Covid » ne pouvait que dégénérer.

Apparemment, pourtant, tout s'est passé comme ailleurs : sortant d'une insouciance coupable, le gouvernement est d'abord surpris par une menace mal connue, et médiatiquement grossie par la « communication de crise » du gouvernement chinois ; il surréagit donc, et – étant, comme presque partout ailleurs en Europe, à peu près dénué de moyens d'action technique au terme de décennies de saccage néo-libéral du secteur public – trouve une solution techniquement peu convaincante, mais spectaculaire, dans la folie suggérée à Boris Johnson (vite imité par Macron) par le gourou Neil Ferguson : le confinement. Jusqu'ici, rien de très surprenant, vu de France, d'Italie, de Suisse ou même de Hongrie.

Mais voilà : en Roumanie, « l'idéologie Covid » se superpose si parfaitement à celle du régime Iohannis qu'elle le mène tout naturellement à ses dernières conséquences. J'ai déjà évoqué [ailleurs](#) le premier acte du drame, à savoir la transformation rapide, en mars-avril 2020, de cette démocratie (certes plus formelle que réelle, compte tenu du poids de l'État profond) en [dictature militaire](#). J'ai aussi évoqué les amendes – d'un montant record en Europe – infligées à la pelle pour les moindres infractions à des règles de confinement particulièrement absurdes et liberticides. Ces amendes sont très vite devenues une des premières recettes fiscales de l'exsangue État roumain.

Or ce 6 mai, la Cour Constitutionnelle roumaine a frappé ces amendes d'illégalité. Elle reproche notamment au décret qui les institue de ne pas définir avec assez de précision les conditions de constatation du délit, ouvrant ainsi un espace d'arbitraire policier que tout le monde a, en effet, pu constater. Amis français : à bon entendeur...

Sans attendre, Klaus Iohannis a, dès le 7 mai, consacré une allocution télévisée au commentaire de cette décision et de la situation du pays. Confondant allègrement communication de crise et discours de campagne, il a désigné deux ennemis de la « Roumanie propre » qu'il pense incarner :

- un appareil judiciaire dont il laisse entendre qu'il serait secrètement complice du PSD (que cet appareil judiciaire a pourtant fort sévèrement puni à l'époque où ce parti était présidé par Liviu Dragnea, [aujourd'hui incarcéré](#)), et
- à nouveau, le PSD lui-même. Bien qu'en charge du gouvernement – dirigé par son acolyte Ludovic Orban –, et en dépit du fait que le PSD a approuvé au parlement les pouvoirs exceptionnels confiés audit gouvernement au début de la « crise sanitaire », Iohannis avait déjà, [le 29 avril](#), accusé (sans le moindre fondement) le PSD de « vouloir vendre la Transylvanie aux Hongrois ». Cette fois-ci, plaçant carrément PSD et Covid19 sur le même plan, il donne au discours biopolitique de l'extrême-droite libérale au pouvoir en Roumanie sa forme achevée, parfaite et probablement définitive. La métaphore dangereuse de la « peste rouge » est devenue hallucination en bonne et due forme.

Examinons, donc, l'impact de ces deux « calamités » sur la société roumaine :

Le bilan officiel du Covid19 est aujourd'hui en Roumanie de 888 morts, soit, en deux mois de décompte, 1.26 jour de mortalité générale. Cette situation est d'ailleurs générale en Europe post-communiste, pour, notamment, des raisons de faible longévité (notamment masculine), que j'ai analysées [ailleurs](#). Rien n'indique donc que ce taux de mortalité soit à l'avenir susceptible d'une forte augmentation, ni dans des conditions de confinement actuelles, ni hors confinement (comme le suggère assez clairement l'exemple biélorusse, équivalent oriental de l'exemple suédois).

J'ai souvent évoqué dans ces chroniques le bilan des gouvernements du PSD de Liviu Dragnea (2016-2019), qui a notamment doublé les salaires de la fonction publique – et donc ceux des professions de santé, ralentissant ainsi l'exode des médecins roumains. Aussi léger que soit le bilan roumain de l'épidémie, on peut donc raisonnablement penser que, sans ces gouvernements, il aurait été un peu plus lourd.

Bien plus que par un Covid qui y tue bien moins que les gripes ordinaires, ou par la « peste rouge » du timide PSD, la Roumanie semble donc actuellement menacée par le délire autoritaire de Klaus Iohannis et de l'extrême-droite atlantiste qu'il incarne.

On ne compte plus les voies de faits commises par des membres des forces de l'ordre sur des passants circulant pourtant régulièrement. Il est aussi question de médecins – de toute évidence intimidés – refusant aux victimes de telles violences un certificat d'attestation qui leur est pourtant statutairement dû. Sous prétexte de lutte contre les « fake news », le régime a fait fermer divers sites d'information hostiles à Klaus Iohannis, dont le site *Justițiarul*, auquel Klaus Iohannis porte une vieille rancune, pour avoir révélé l'un des aspects les moins reluisants de son ascension sociale au début des années 1990 : ses liens avec un réseau canadien de trafic d'enfants (le site étant censuré, impossible de fournir un lien, ndlr). Sur Internet, enfin, une armée de trolls (*a priori* issus des effectifs des services « secrets » – c'est-à-dire de la police politique roumaine, la plus nombreuse d'Europe) guette le moindre signe de scepticisme à l'égard du confinement, pour brutalement rappeler à l'ordre le « contrevenant », en évoquant les souffrances de parents placés en soins intensifs (à ceci près que la Roumanie n'a probablement pas assez de lits de soins intensifs pour héberger les parents de tous ces trolls).

Conclusion provisoire :

La question est maintenant avant tout de savoir dans quelle mesure l'État profond roumain conserve encore le contrôle du simulacre démocratique qu'il gère de plus ou moins près depuis l'assassinat du couple Ceaușescu. Si tel est encore le cas, alors Klaus Iohannis est certainement très proche de sa fin politique, et servira de fusible. Ses charges exagérées contre le PSD peuvent dans ce cas avoir été mises en scène dans le but de doper *a contrario* la popularité de ce parti (désormais tout aussi contrôlé par l'État profond que le PNL de Iohannis), qui accèderait alors pacifiquement au pouvoir, « afin que tout change pour que rien ne change ».

Si, en revanche, Klaus Iohannis s'avérait être sincère dans le délire paranoïaque et eugéniste affiché par ses dernières interventions publiques, on pourrait désormais s'attendre au pire. Dans ce second cas, il serait tout aussi improbable de le voir finir son mandat (voire l'année) aux commandes de l'État roumain. Mais il risquerait alors, avant de quitter la scène de façon plus ou moins brutale, de laisser un bilan plus lourd que celui du Covid-19, voire (et ce n'est pas peu dire) plus lourd que celui du confinement.

—

Les points de vues exprimés dans cet article sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Rédaction.